

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Face au gouvernement et au Medef...

Bigard
Pilpa
Crédit Agricole CF
Faurecia
Ford
Fralib
Goodyear
PESSE
Sansonite
Sodimedical
Sanofi
ZF
Coca-Cola
Merck



Oser nos
exigences !

Mobilisation dans l'Education

Non à la guerre au Mali (suite)



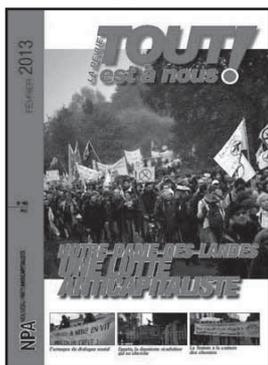
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdou seul ou à l'hebdou couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdou et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdou à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdou <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Education	p.4
<ul style="list-style-type: none"> Grève du 12 février : le coup de colère Construire et élargir la mobilisation... Emploi d'avenir professeur : plus de précarité. 	
Nos vies, pas leurs profits	p.5-6
<ul style="list-style-type: none"> ANI : non à la régression sociale Le chômage tue ! Le délicat chemin pour la convergence des luttes 	
Santé	p.7
<ul style="list-style-type: none"> Pellegrin : une grève pour le respect Bowling : contre la fermeture de la maternité de Carhaix 	
Démasquons-les !	p.8
2ème congrès du NPA	p.8-9
Internationalisme	p.10
<ul style="list-style-type: none"> Troupes françaises hors du Mali et hors d'Afrique Poursuivre la construction de l'opposition à la guerre 	
Ecologie	p.11
<ul style="list-style-type: none"> Fukushima, deux ans déjà A propos du centre technique d'enfouissement d'Audenge... 	
Elu-e-s NPA	p.12-13
<ul style="list-style-type: none"> Cenon : le changement dans la continuité ! «Le pied à l'étrier» En étranglant les collectivités, l'Etat fait payer l'austérité aux populations Cestas... proportionnelle et parité bafouées Pour le droit de vote des étrangers en 2014 	
Leur société	p.14-15
<ul style="list-style-type: none"> Oser l'antisexisme à Sciences-po Rififi dans le Front de gauche régional Lur Berri : coopérative capitaliste 	
A voir	p.16
<ul style="list-style-type: none"> Django Unchained Festival La classe ouvrière c'est pas du cinéma 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSB : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Face à l'offensive contre les travailleurs et les syndicats combatifs, Oser nos exigences !

Ces dernières semaines ont été riches en outrances, en provocations pour mieux alimenter une campagne contre le monde du travail, contre des équipes militantes CGT ou SUD, contre tous ceux qui refusent de se plier au diktat des banques, des actionnaires et patrons de Goodyear, Titan, Mittal, Peugeot, Renault et autres. Un Carlos Ghosn, par exemple, qui gagne 13 millions d'euros par an... et propose la main sur le cœur d'en conditionner 400 000 (soit 1/32ème du total...) à la signature d'un accord compétitivité-emploi avec les syndicats de Renault ! Monsieur est trop bon.

Les indécences de ce petit monde font l'actualité en boucle, répétées complaisamment, pleine du mépris de ceux qui, consciemment et méthodiquement, mènent une guerre de classe alors que leur système précipite le monde entier dans la crise et les drames.

Face à cela, les joutes ridicules du soldat Montebourg soulignent surtout l'impuissance... et la complémentarité du gouvernement ! Car dans cette guerre, ce dernier joue sa partie avec application. De la défense de l'ANI (Accord National Interprofessionnel) signé par le Me-

def et la CFDT sous la houlette d'Ayrault, à la campagne de la Cour des comptes contre les salariés d'EDF, contre les allocations familiales, la sécu, les indemnités chômage... en passant par l'annonce de la baisse des dotations aux collectivités locales (qui ont en charge le RSA, la dépendance, l'Education, les transports, etc.), la liste est longue... et la charge particulièrement lourde contre les populations.

Alors oui, face à cela, il faut au monde du travail oser mener le combat pour ses droits avec autant de conviction, d'audace, d'opiniâtreté que le camp adverse.

Oui, le pdg de Titan ne croit pas si bien dire, mais travailler trois heures par jour, c'est là le début de la solution ! Il est urgent de partager le travail entre tous pour travailler tous ! Pour que plus jamais un chômeur de 43 ans ne s'immole devant Pôle Emploi ! Urgent d'augmenter les salaires pour permettre à tous de vivre dignement ! Urgent de contester le pouvoir à une poignée de parasites qui ont déjà mené le monde à la catastrophe.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits !

Souscription 2013 - Un local pour le NPA 33

Tout augmente, sauf les salaires... et les ressources du NPA. Pour continuer à défendre nos idées en toute indépendance, nous avons besoin de votre soutien, notamment pour financer notre local à Bordeaux et nos moyens de reprographie. Pour cela, nous ne pouvons compter que sur la solidarité de celles et ceux qui pensent que l'anticapitalisme a besoin d'un parti indépendant de la gauche de gouvernement. En donnant à cette souscription, vous participez aussi à ce combat collectif.

Pour donner à cette souscription locale, merci de libeller vos chèques à l'ordre de NPA Souscription et de les envoyer à NPA 33 – 99 rue Camille Sauvageau – 33 800 Bordeaux.

Si vous payez des impôts, votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% de son montant. Vous recevrez automatiquement un justificatif vous permettant d'obtenir cette déduction. Concrètement, si vous donnez 30 €, le NPA reçoit 30 € et l'Etat vous déduira 20 € sur vos impôts 2014. Du coup, vous aurez donné 10 €... bref, c'est un bon moyen pour souscrire trois fois plus, si vous le pouvez ! Merci d'avance !

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Grève du 12 février

Coup de colère des professeurs des écoles

Les enseignants du 1er degré se sont fortement mobilisés le 12 février, à l'appel des syndicats CGT-FO-SNUipp-FSU, Solidaires et CNT. En Gironde, près de 70 % de grévistes, un nombre record d'écoles fermées et 3 000 manifestants dans les rues de Bordeaux... des chiffres historiques !

La colère a explosé contre le décret sur les rythmes scolaires. Contrairement aux déclarations de Peillon, le nouveau décret imposé au forcing et sans consultation des enseignants n'améliorera pas les rythmes des enfants. Les journées seront toujours aussi longues, augmentées d'une demi-journée supplémentaire. Les conditions de travail des personnels enseignants et communaux seront fortement dégradées. Il pose aussi le problème d'un pas supplémentaire dans la territorialisation de l'enseignement, donnant plus de pouvoir aux communes et donc aggravant l'inégalité entre les élèves des différents territoires. Le rejet de cette réforme est massif.

Le décret sur les rythmes a mis le feu aux poudres, mais la colère est bien plus globale. La plupart des collègues veulent une réforme des rythmes, mais ils veulent avant tout que

soient rétablies les conditions de sa réussite, c'est-à-dire des postes, moins d'effectifs dans les classes, la restauration des RASED et du remplacement, un allègement des programmes, une baisse du temps de travail pour la concertation, de la formation...

Christine Héraud



Construire et élargir la mobilisation pour faire reculer Peillon

Malgré une grève massive, peu de collègues sont venus dans les quatre assemblées générales organisées sur le département avant la manifestation, pour discuter des suites et de la mobilisation à construire et à élargir. Cela s'explique en grande partie par une forte ambiguïté du syndicat majoritaire dans les écoles, le SNUipp, qui n'avait pas l'intention au départ de mobiliser contre la loi d'orientation et le décret sur les rythmes, puisqu'il y voit des avancées et qu'il se refuse à reprendre le mot d'ordre d'abrogation, voulant visiblement éviter tout rapport frontal avec ce gouvernement. Il ne propose à ce jour aucune suite au 12.

L'appel à rejoindre dans la grève la CGT, FO et Solidaires, a été arraché par une forte mobilisation de certains secteurs de la région parisienne, en particulier des écoles de Paris, et de sections départementales plus radicales. C'est sur cette voie qu'il faut poursuivre : construire et amplifier la mobilisation, dans les écoles, les communes, avec les parents et les personnels municipaux pour imposer un plan national de construction d'une grève massive de l'éducation contre l'austérité pour l'école. Mais c'est aussi faire le lien avec les collègues du secondaire et du supérieur, et avec eux construire un rapport de force pour imposer nos revendications pour une véritable refondation de l'école et les moyens nécessaires.

C. H.

Emploi d'Avenir Professeur Réelle avancée... vers la précarité

L'académie de Bordeaux se voit dotée de 78 Emplois d'Avenir Professeur pour l'année scolaire 2012-2013, à compter du 1^{er} janvier 2013. Le ministre Vincent Peillon se félicite qu'à ce jour, plus de 2500 contrats aient déjà été signés sur l'ensemble du territoire national, en voulant faire croire à de véritables « pré-recrutements » de professeurs. « C'est l'ascenseur social que nous voulons remettre en marche » a même souligné le 1^{er} ministre Jean-Marc Ayrault !

En réalité, ce sont des contrats de droit privé de type contrat unique d'insertion de 12 mois renouvelables (au maximum 3 ans), adressés à des étudiants boursiers de moins de 25 ans, et rémunérés 402 euros nets, cumulables avec la bourse. Leurs missions consistent à assurer des activités péri-éducatives complémentaires, de type soutien. Comment imaginer que ces contrats précaires pourront pallier la crise réelle de vocation dans l'enseignement ?

Les élus représentant les personnels, parents et élèves dans les conseils d'administration des établissements doivent refuser catégoriquement ces embauches de personnels précaires et exiger un statut d'étudiant-fonctionnaire avec un salaire d'au moins 1500 euros pour préparer le concours dans les meilleures conditions, ainsi qu'un véritable plan pluriannuel de recrutement de professeurs à la hauteur des besoins.

Patrick Chaudon

Nos vies, pas leurs profits

ANI (Accord National Interprofessionnel)

Non à la régression sociale

Le 5 mars la CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent à une manifestation contre l'Accord National Interprofessionnel (ANI), signé par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGC, et que le gouvernement veut maintenant inscrire dans la loi.

Le 21 février, l'intersyndicale (sans FO) appelait à un débat public sur l'ANI, en invitant les partis de gauche et une série d'associations. Cette réunion a été un succès avec près de 300 participants.

C'est Gérard Filoche, à la CGT mais aussi au PS, qui a présenté le contenu de l'accord. En tant qu'inspecteur du travail, il a relevé les entourloupes, les dangers pour les travailleurs des mesures de flexibilité, de mobilité, de précarisation et dénoncé le fameux « maintien dans l'emploi » qui permettra à un patron de baisser le salaire ou modifier le temps de travail pour une période de deux ans.

Par contre, il a été bien plus silencieux sur le gouvernement. Au nom de la « pédagogie » ou de la volonté de « rassembler », il est resté sur le terrain parlementaire avec une curieuse argumentation : les syndicats non signataires sont majoritaires, alors « pourquoi un parlement majoritaire reprendrait un texte minoritaire » ? De même, s'il dit clairement que dans tous les articles de l'ANI, « on a beau chercher, il n'y a rien de bon », il explique en même temps qu'il faut « négocier », préparer des amendements. Le secrétaire du PC est allé dans le même sens en expliquant que le Front de Gauche s'oppo-

serait à l'ANI au parlement, en préparant des amendements car « on peut trouver des majorités de gauche à l'Assemblée »...

Mais négocier quoi ? Depuis la conférence sociale de juillet, il est clair que l'objectif du gouvernement est d'utiliser le « dialogue social » pour légitimer l'attaque contre le CDI qu'il veut imposer. L'ANI est dans la droite ligne du TSCG de septembre ou du « pacte de compétitivité » préconisé par le rapport Gallois et repris en cœur par Hollande et Ayrault.

Comme l'a dit Solidaires, il faut préparer une vraie mobilisation, avoir des perspectives concrètes après le 5 mars, dans l'objectif que ce texte ne passe pas, ne soit même pas mis au vote.

Le NPA est intervenu dans le débat pour souligner la question du gouvernement. Pour mobiliser le 5 mars, il nous faut bien sûr expliquer l'ANI autour de nous, mais il nous faut aussi dire clairement notre volonté de nous affronter au gouvernement. De même, il faut donner confiance dans nos capacités à mettre un coup d'arrêt à l'austérité, en commençant par faire le lien entre cette offensive et les luttes actuelles contre les

licenciements, prendre des initiatives pour leurs convergences.

Pour défendre tout cela, soyons nombreux dans la rue le 5 mars à Bordeaux 11h30 place de la République.

Laurent Delage



Le chômage tue !

Répondant à l'appel d'A.C ! Gironde, nous étions une trentaine devant le Pôle emploi de Ravezie (sous haute protection policière) pour exprimer notre colère après le suicide par immolation de Djamel Chaab, chômeur de 42 ans, à Nantes le 13 février.

Voici la prise de parole faite au nom du NPA :

J'interviens pour le NPA et comme précaire. Il y a 25 ans déjà, un chômeur s'était immolé sur les quais de Bordeaux, à Brienne. La situation catastrophique qui peut pousser à des drames n'est donc pas nouvelle.

Le chômage, la précarité, la misère, ça bousille

des vies et des familles. Ça peut tuer aussi comme on vient de le voir à Nantes.

C'est insupportable et révoltant !

Tout comme on peut voir tous les hivers des SDF qui meurent dans les rues. Cette réalité de la situation découle de 30 ans de crise, de licenciements. Et, même avec un salaire, au Smic, on peut être en grande précarité face aux problèmes de logement, de santé...

C'est la responsabilité des patrons bien sûr qui licencient. C'est aussi celle des gouvernements successifs qui les aident et même l'actuel. Quand on voit que depuis 2 jours ils en sont à discuter d'imposer les allocations familiales !

Pour reprendre les derniers mots de Joëlle (d'A.C !), sur la révolte et la colère que nous avons face à ces drames, on voit les conséquences si cette colère on la retourne contre soi-même. Ça peut conduire au suicide.

Moi, je suis pour que notre colère on la retourne contre les responsables, contre ce système. Et, pour vraiment changer tout ça, c'est tous ensemble qu'il faudra le faire, chômeurs, précaires, travailleurs, avec tous ceux qui se battent contre les plans sociaux qui continuent.

La solution aux problèmes c'est le partage du travail et des richesses. Il faudra l'imposer, il faut le préparer.

Jacques Raimbault

Le délicat chemin pour la convergence des luttes

Sur le terrain social, les choses bougent et se tendent à la fois. Il y a d'abord l'offensive patronale qui, mine de rien, franchit des paliers au fil des mois. Les annonces de suppressions d'emplois (fermetures, liquidations judiciaires, plans de licenciements...) continuent voire s'intensifient. Et puis il y a toutes ces déclarations guerrières comme récemment celle du patron américain de Titan.

Du côté des salariés ou de la population, c'est toujours cette difficulté à y répondre. Mais voilà que depuis janvier, plusieurs événements semblent changer un peu la donne : colère et déclenchement d'une grève difficile et qui dure chez PSA, mouvement long et aussi difficile des salariés de Prestalis, conflit relancé chez Goodyear suite à l'annonce de la fermeture de l'usine, mouvements de débrayages dans plusieurs sites de Renault face au plan de compétitivité, manifestation à Strasbourg avec violences policières contre les salariés de Arcelor...

C'est dans ce contexte que le 29 janvier, à l'initiative du collectif des Licenci'elles, a eu lieu devant le ministère du travail un rassemblement de 700 salariés de plusieurs entreprises en lutte contre les licenciements (dont une délégation de l'usine Ford). Un événement particulier car ce sont des équipes syndicales qui ont décidé d'agir ensemble, par-delà les étiquettes syndicales, pour l'interdiction des licenciements dans les groupes qui font des profits. Ce que les chefs syndicaux ne savent pas faire et ne veulent pas faire, ce sont des militants de base qui le tentent.

Début d'une contestation sociale, d'un embrasement, d'une radicalisation des salariés ? Le fait est que le monde des possédants et de ses serviteurs a immédiatement lancé une nouvelle offensive : celle visant à dénigrer les soi-disant casseurs, syndicalistes jusqu'aboutistes qui prôneraient la violence ! Nous avons eu droit à une envolée de déclarations hostiles du gouvernement par la voix de Valls, d'articles de presse comme dans le *Figaro* faisant échos de leurs fantasmes mais aussi de leur véritable mépris social envers le camp des opprimés. Et puis évidemment, il y a les attaques redoublées du monde patronal comme la répression menée par les

la voie à suivre, de redonner confiance à des millions de gens. Même dans les directions syndicales, il y a des craintes qu'à un moment donné, elles ne maintiennent plus grand-chose. Alors là aussi, il y a des pressions, des menaces plus ou moins directes contre les équipes militantes qui ne sauraient pas rester à leur place ! A la CFDT mais aussi à la CGT ! Le climat est d'autant plus lourd que face à la brutalité de la crise, face aux graves reculs sociaux comme avec cet accord du 11 janvier, face encore à la complicité du « nouveau » gouvernement, il y a cet attentisme des confédérations syndicales mais aussi de la gauche de gauche politique. Aucune perspective de mobilisation sérieuse n'est défendue à ce jour. Il y a comme une routine bien installée alors qu'il y a tous les éléments pour légitimer la révolte.

Du côté des salariés, des gens d'en bas qui souffrent, il manque crucialement d'aides pour organiser cette riposte nécessaire. Alors beaucoup résistent comme ils peuvent, bricolent et trouvent quand même des moyens pour agir et pour se faire entendre.

Ces coups de colère, ces débuts de convergence, ça fait déjà peur aux capitalistes et à leurs serviteurs. C'est bon signe et c'est encourageant pour la suite. Mais nous aurons besoin de toutes nos forces pour avancer concrètement vers le « tous ensemble ».

Philippe Poutou



dirigeants de PSA (vigiles, convocations policières, licenciements).

Derrière tout ce discours sur la violence supposée des salariés en colère, il y a en réalité, la peur d'une riposte d'ensemble des salariés et de la population. Le danger n'est pas immédiat, certes, mais les possédants, les gens de pouvoirs agissent maintenant par prévention et font tout pour empêcher que les luttes du moment ne permettent de montrer

Hôpital Pellegrin

Une grève pour le respect

Conditions de travail, manque de personnel, pressions Cinacceptables d'une partie de l'encadrement, le tout pour un salaire de misère à quelques euros au-dessus du SMIC : la coupe des ASH de Pellegrin (agents de service hospitaliers) est pleine depuis longtemps... Et là, ça a débordé : encouragées par des collègues militantes, le 8 février, elles étaient un peu plus d'une cinquantaine en grève, rassemblées devant l'entrée du Tripode. « Elles », car ce sont essentiellement des femmes qui, au quotidien, font les travaux de salubrité, le ménage dans les services de l'hôpital, sans grand bruit, avec le sourire... et parfois en ayant gros sur la patate.

Alors le 8 février, avec le soutien de la CGT, de SUD et de la CFDT, tout ce qui n'était pas dit depuis longtemps est sorti. Et après quelques hésitations, les collègues ont osé parler à

la presse, dire leurs difficultés, leur ras-le bol et leur exigence d'être respectées. Et le lendemain, en lisant le journal ou en regardant TV7, chacun ressentait de la fierté.

Le lundi suivant, elles se sont invitées à une vingtaine au Comité Technique d'Etablissement pour dire leur ras-le-bol au nouveau Directeur Général arrivé quelques jours plus tôt. Elles n'ont guère obtenu que des paroles lénifiantes des différents membres de la direction, qui avaient ce jour-là du « respect » à revendre... mais rien de concret à proposer.

Mais même si à ce jour pas grand-chose n'a bougé, le fait d'avoir osé prendre la parole et relevé la tête a changé bien des choses. Comme le disait une jeune collègue toute émue de sa première grève : « *c'est bête, mais je suis fière de moi* ».

Isabelle Ufferte

Projection-débat autour du film Bowling

La lutte contre la fermeture de la maternité de Carhaix

Le 5 février dernier a eu lieu à Bordeaux un débat organisé par le collectif Notre Santé En Danger (NSED). Il faisait suite à la projection du film *Bowling* qui relate la lutte du personnel de l'hôpital et des usagers contre la fermeture de la maternité et des services de chirurgie de Carhaix en avril 2008 sous le gouvernement Sarko. La même projection a eu lieu à Langon avec des salariés de l'hôpital du Sud Gironde, en lutte actuellement contre le plan d'austérité appliqué à l'hôpital.

Un camarade du NPA de Quimper, un des acteurs de cette lutte, invité à cette soirée, est revenu sur cette lutte victorieuse. Le déficit de l'hôpital de Carhaix était en 2007 de 1,2 million d'euros et le nombre d'accouchements de 287 alors que le seuil de « rentabilité » était décrété à 300 ! Pas besoin de plus pour décider de la fermeture de l'hôpital avec pour conséquence : l'obligation pour les femmes enceintes et les patients d'aller à Brest (85km), à Quimper (70 km), à Morlaix (55 km) ou à Lorient (73 km) pour bénéficier de services similaires.

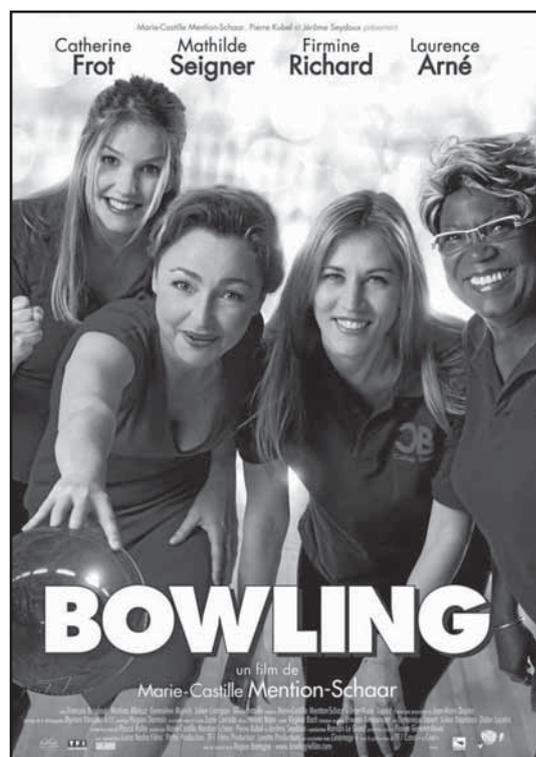
Le débat s'est poursuivi sur la baisse

des remboursements des médicaments, le maintien des franchises médicales, le droit des médecins à continuer à « dépasser » leurs honoraires, la poursuite des fermetures de lits et d'établissements de proximité, pourtant critiqués par le PS... avant son arrivée au gouvernement.

De plus, Hollande continue à favoriser le secteur privé par rapport au public. En effet, les mesures récentes annoncées de la baisse des tarifs dans le public de 1,71 % vont encore aggraver les conditions d'accès aux soins et les conditions de travail dans les hôpitaux déjà au bord de l'implosion. Le manque à gagner équivaut à 35 000 emplois. Les cliniques privées verront leurs tarifs baisser de 0,5 %, mais bénéficieront d'une enveloppe d'environ 500 millions d'euros : un effet d'aubaine du « pacte de compétitivité » qui prévoit une réduction de 6 % de leurs cotisations sociales sans aucune contrepartie.

Plusieurs sont intervenus pour dire qu'il manque aujourd'hui une lutte gagnante pour redonner confiance : une lutte à construire !

Isabelle Larroquet



*A chaque étape, les idées dominantes
sont celles de la classe dominante - Karl Marx*

Démasquons-les !

« *Que dit-on aux fonctionnaires quand on n'a pas de marges ?* », s'interrogeait Yves Calvi pour ouvrir le débat de son émission *C dans l'air* du 31 janvier 2013.

Question verrouillée, bien sûr, fermée à toute discussion, posée devant un plateau éminemment représentatif de la médiocratie, le soir même de la grève nationale dans la fonction publique.

Appréciations d'abord l'emploi judicieux d'un terme venu tout droit du monde entrepreneurial, comme pour mieux faire passer l'idée (fausse) que l'Etat fonctionnerait comme une entreprise, avec ses pertes et ses profits. « *Soyez un peu réalistes et cessez de vous battre contre des moulins à vent* » semble vouloir dire aux agents grévistes l'animateur de France 2, oubliant au passage que, même dans une entreprise privée, les « marges » en question, exprimant la différence entre le prix de vente et le coût de fabrication, ne sont pas une donnée intangible mais toujours le produit d'un rapport de force pour le partage de la valeur ajoutée. Qu'importe... Pour les chiens de garde de l'ordre capitaliste, l'absence supposée de « marges » interdisant d'augmenter le traitement des fonctionnaires résulterait du fait que la nation n'est pas assez riche, ou encore que son train de vie excède ses dépenses !

En fait, la question posée par le journaliste est une « question écran » : elle permet de jeter un voile sur une question plus fondamentale, tenace, qu'ils essaient tant bien que mal d'évacuer mais qui s'invite régulièrement dans les luttes actuelles, la question de la dette publique.

Voilà bien le cœur du sujet à ne surtout pas aborder, ne surtout pas questionner, sous peine d'ébranler tout le fragile édifice. L'enjeu idéologique est énorme. Les mesures d'austérité, la casse des services publics, le gel des salaires, tout ça peut se justifier aisément... tant qu'on ne met pas en cause la légitimité même du mécanisme par lequel les capitalistes pompent inlassablement les richesses sociales. Combien de temps encore parviendront-ils à faire croire à cette fable de l'insupportable fardeau de la dette ? En attendant, continuons sans relâche d'exiger un moratoire en vue de son annulation, première étape nécessaire pour une rupture anticapitaliste.

P.C.

2^{ème} Congrès du NPA

Le Congrès s'est tenu du 1^{er} au 3 février à Paris. Pour définir notre politique, quatre orientations étaient soumises au vote des militants, les « plateformes » W, X, Y, et Z. Par ailleurs, des textes sur notre projet, sur le fonctionnement et la démocratie, sur le féminisme, sur notre presse militante ont aussi été mis en discussion et votés.

Nationalement, la plateforme X a recueilli une majorité des votes (51%), et les plateformes W, Y et Z, respectivement 8,1 ; 31,9 % ; et 8,9 %. En Gironde, la plateforme X a obtenu 95,5 % des votes, la W 3 %, et la Y 1,5 %.

Sur la base de ces votes, nous avons élu un Comité politique national (CPN), la direction du NPA, représentant les différentes orientations à la proportionnelle intégrale. Pour la Gironde, cinq camarades participeront à ce nouveau CPN, Laurent Delage, Isabelle Larroquet, Philippe Poutou, Isabelle Ufferte et Béatrice Walylo.

Les délégués de la plateforme X (très majoritaire en Gironde), ont adopté à l'issue du congrès une Déclaration dont voici quelques extraits :

[...] Le congrès du NPA s'adresse à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires.

Il y a urgence à nous rassembler pour agir et imposer les droits du monde du travail, préparer l'affrontement avec le patronat et le pouvoir pour inverser le cours des choses, changer le rapport de force.

Il y a urgence à construire une opposition de gauche à ce gouvernement qui donne aux luttes et aux mobilisations une perspective d'ensemble, capable d'unifier toutes celles/ceux qui résistent face au gouvernement et au patronat, à la droite et l'extrême-droite. Cette opposition devra poser la question de l'alternative politique pour sortir de la crise en rompant avec le capitalisme, de la nécessité d'un gouvernement anti-austérité, un gouvernement des travailleurs, des classes populaires, s'appuyant sur leurs mobilisations, leurs organisations. Un tel gouvernement [...] porterait une alternative globale sociale et écologique au capitalisme. Il s'adresserait, par-delà les frontières, aux travailleurs et aux peuples d'Europe pour construire des États-Unis socialistes d'Europe. [...]

Une telle opposition ne prendra vie et force qu'avec l'implication active de toutes celles et tous ceux qui refusent de céder devant l'offensive du gouvernement et du patronat, de se plier à l'hypocrisie du prétendue dialogue social. Nous voulons en débattre dans nos syndicats et associations, entre militants et avec les partis politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement.

Nous appelons l'ensemble des militantEs du NPA à s'emparer de ce débat ainsi qu'à se mobiliser pour œuvrer à la convergence des luttes. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui ont cru dans le projet du NPA à se mobiliser pour le porter, le faire vivre et lui redonner sa dynamique. Le NPA sera ce que nous en ferons toutes et tous ensemble. Il y a une place pour chacune et chacun dans cette bataille.

Meeting international du congrès

De nombreuses délégations internationales étaient présentes lors de ce meeting, Izquierda Anticapitalista d'Espagne, la Gauche Révolutionnaire Syrienne, ainsi que Syriza et Antarcia de Grèce. Le Pérou, le Brésil, les USA, l'Italie, la Belgique, le Maroc, l'Algérie, l'Iran, l'Irak, l'Australie et la Réunion avaient aussi des délégations présentes. D'autres organisations révolutionnaires du Pérou, du Chili des Philippines, de la Guadeloupe, de l'Indonésie ont quant à elle envoyé des lettres d'amitié pour le congrès.

L'ouverture du meeting s'est faite avec l'intervention de Régis, un camarade du NPA en lutte contre l'accord de compétitivité discuté entre la direction de Renault et les syndicats. Il rappela que le secteur automobile européen déjà très affaibli empirait chaque jour un peu plus, entre autres à cause de la concurrence à outrance que subit le marché européen où tous les constructeurs sont réunis. La « compétitivité » se joue alors sur le dos des travailleurs, qui se doivent en effet d'être plus productifs s'ils ne veulent pas être licenciés. Contre

cela, 500 ouvriers de son usine à Cléon en Haute-Normandie se sont mobilisés le 30 janvier dernier, ils ont été rejoints en fin de matinée par des salariés de PSA, Pétroplus et par d'autres salariés en lutte.

Christine Poupin est intervenue ensuite contre la guerre au Mali, en commençant par déconstruire les stéréotypes habituels sur ce sujet. La France, « défensive des droits des femmes », a ainsi fait la déclaration de son intervention militaire... au Qatar, pays qui applique la lapidation aux femmes en cas d'adultère... Christine évoqua l'appel d'Aminata Traoré et d'autres Maliennes contre l'instrumentalisation des violences faites aux femmes pour justifier l'intervention militaire, l'ingérence, le pillage des richesses du sol et plus généralement l'exploitation des peuples par l'impérialisme occidental.

Puis, sous un tonnerre d'applaudissements, le camarade syrien de la GRS commença par faire une analyse du processus révolutionnaire dans le monde arabe, en mettant en avant des faits mé-

connus en France, comme les luttes du mouvement ouvrier en Arabie Saoudite. Puis, il évoqua la question syrienne et la vigueur du peuple, mais aussi la nécessité d'avoir confiance en cette révolution et de soutenir l'action de la Gauche Révolutionnaire.

Pour clôturer le meeting un camarade d'Izquierda Anticapitalista évoqua la force de la crise en Espagne, le chômage insurmontable, la restriction des droits sociaux et les politiques austéritaires. Selon le camarade, la réaction du peuple espagnol est de commencer à remettre en cause les institutions bourgeoises telles que la justice, le « pacte social » contracté entre les élites et quelques « représentants » des classes dominées, ainsi que la monarchie. Le mouvement indigné a contribué à faire comprendre que les institutions font partie intégrante du problème... et les mouvements de résistance se poursuivent.

Un meeting qui s'est terminé sur une chaleureuse *Internationale*.

Edouard

Pour voir le meeting : <http://www.npa2009.org/npa-tv/all/all/35441>

(suite de la Déclaration)

Ce congrès a été un moment de débat. Et de rassemblement. Nous voudrions qu'il tourne la page d'une période difficile pour le NPA. Il appartient maintenant à l'ensemble des camarades de s'emparer de leur parti, de se réapproprier notre projet. [...]

Face à une situation inédite où l'on voit, ici, se combiner la présence de la gauche libérale au gouvernement avec une accentuation de la crise de leur Europe, nous voulons être les militantEs les plus conséquents contre les politiques d'austérité. C'est bien de cela dont ont besoin les travailleurs et la jeunesse, un parti indépendant des institutions qui ne craigne pas de remettre en cause la propriété privée capitaliste pour engager une transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.



Avec les sans-papiers

Une vingtaine de représentants d'un collectif de sans-papiers parisiens en lutte sont intervenus à la fin de la seconde journée du congrès, ils nous ont témoigné leurs amitiés et se sont réjouis de la présence du NPA dans les luttes en faveur de la régularisation de tous les sans-papiers. Ils ont été acclamés par l'ensemble des congressistes et des slogans ont été repris en cœur.

Troupes françaises hors du Mali et hors d'Afrique !

A Bordeaux, plusieurs réunions unitaires à l'initiative du NPA ont permis de faire entendre une voix opposée à l'intervention française.

Samedi 7 février, nous étions une cinquantaine de militants du NPA, de LO, du PCOF, du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples ou de Cauri, pour des prises de parole en centre ville et la diffusion d'un tract commun. Un tract plutôt bien pris malgré la pluie et des discussions pas toujours évidentes tant la propagande et le chantage à la « *démocratie contre le terrorisme* » sont importants.

Jeudi 14 février, nous avons appelé à une réunion publique. Même si la mobilisation est difficile, la réunion a été particulièrement intéressante. Introduite par deux exposés de camarades du NPA et du MBDHP, elle a permis de discuter de la « *Françafrique* », de l'intervention militaire française en Afrique aujourd'hui et de la situation au Mali et alentours.

La guerre au Mali s'inscrit dans toute une politique de défense des intérêts de Bouygues, de Bolloré, d'Areva, d'Elf ou de Total maintenant, qui a conduit l'impérialisme français à soutenir des « *régimes amis* », des dictateurs pour la défense desquels la France n'a pas hésité à intervenir militairement comme au Tchad ou en Côte d'Ivoire.

Cette politique a même abouti, après l'intervention militaire en Lybie, à développer ces groupes terroristes qui s'en prennent aujourd'hui à la population. En effet, les grandes puissances se livrent une véritable concurrence pour trouver des chefs armés prêts à défendre leurs intérêts.

Dans cette région, une des plus pauvres du monde suite aux plans du FMI, l'intervention française prépare le terrain à une véritable catastrophe humanitaire, avec déplacements de population, etc.

Mais surtout, l'intervention sert à soutenir un régime malien corrompu, qui met en place l'état d'urgence contre toute opposition. Celle-ci existe pourtant bel et bien. Le camarade du MBDHP a raconté le renversement de Moussa Traoré en 1991, qui a laissé des traditions de luttes démocratiques au sein du peuple malien.

Aujourd'hui, c'est au peuple malien lui-même de se débarrasser de ces groupes terroristes ainsi que du régime corrompu des militaires maliens qui se servent sur la population. Mais cela ne pourra se faire que contre la présence militaire française. C'est pourquoi nous la dénonçons, en solidarité avec les opprimés d'Afrique.

Nous avons pris rendez-vous pour discuter d'une intervention unitaire lors de la manifestation du 5 mars, pour dire notre opposition à ce gouvernement, tant sur l'austérité que sur la guerre au Mali.



L.D.

Poursuivre la construction de l'opposition à la guerre

Pour lancer notre initiative contre l'intervention militaire au Mali, nous avons adressé une invitation à toutes les organisations qui, par leur engagement dans le mouvement social, avaient à nos yeux toutes les raisons de s'y opposer. Certaines associations ont manifesté leur soutien à notre initiative sans cependant s'y associer, essentiellement pour deux raisons : nous ne critiquions pas, dans notre communiqué, le fait que Hollande n'ait pas consulté le Parlement ; nous ne prenions pas suffisamment position, à leurs yeux, contre les exactions des islamistes. D'autres ont décliné notre invitation au nom du fait « *qu'il fallait bien faire quelque chose contre les islamistes* »...

En ce qui concerne les organisations politiques, si le PCOF et la GA33, membres du Front de gauche, et Lutte ouvrière ont répondu présent, c'est silence radio du côté des autres organisations du Front de Gauche, GU, C&A, PG, PCF...

Ce dernier, qui avait pris sous Sarkozy, à Bordeaux, l'initiative d'un rassemblement contre l'intervention en Libye, se contente cette fois de demander que « *les autorités françaises répondent aux lourdes questions posées par une intervention militaire*

déclenchée sur décision du Président de la République et engagée sans débat préalable au Parlement. »... Quant à Mélenchon, on a pu le voir expliquer à la télévision : « *j'ai dit que les raisons de l'intervention étaient discutables, mais maintenant que nos armes sont engagées, je suis pour leur victoire* ». Ce qui revient, nationalisme oblige, à se rallier à la politique néocoloniale de l'impérialisme français.

Aujourd'hui, avec l'évolution de la situation sur le terrain, se révèlent les véritables motivations de l'intervention et l'hypocrisie de ceux qui ne prennent prétexte de la barbarie des bandes armées, islamistes ou pas, que pour mieux maintenir la soumission des peuples au pillage des Areva, Total, Bouygues et autres Bolloré, et aux dictateurs à leur service. Bien des positions, prises au début de l'intervention, sont en train d'évoluer. C'est un encouragement à poursuivre le rassemblement contre la guerre, à défendre, avec toutes celles et ceux qui s'y reconnaissent, les idées de l'internationalisme militant et du droit des peuples à prendre en main leurs propres destinées.

Daniel Minvielle

Fukushima, deux ans déjà

La catastrophe nucléaire de Fukushima a commencé le 11 mars 2011 mais, comme celle de Tchernobyl qui a commencé le 26 avril 1986, elle va continuer à s'aggraver pendant des siècles, des millénaires. D'innombrables personnes, à commencer par les enfants, voient leur santé gravement détériorée par la radioactivité

Il est donc indispensable d'agir partout pour rappeler ces drames et essayer d'en éviter de nouveaux. En Gironde, la centrale nucléaire du Blayais a dépassé les 30 ans de vie prévus à l'origine, nous demandons sa fermeture, seule façon d'éviter la catastrophe.

Le NPA 33 invite à une conférence/projection/débat « Fukushima, deux ans déjà », animée par Etienne Servant (Veilleur de Fukushima), le samedi 2 mars de 9h à 12h, 99 rue Camille Sauvageau à Bordeaux. Un repas auberge espagnole est prévu à la suite du débat.

Tchernobyl, Greenpeace, Négajoule et AC Gironde, avec le soutien du NPA, EELV et GA, organisent une grande manifestation le samedi 9 mars :

- 17h rassemblement devant le Grand Théâtre de Bordeaux
- 18h chaîne humaine sur le Pont de Pierre
- 19h soupe et sandwichs devant la Maison Cantonale de La Bastide (20 rue de Châteauneuf)
- 20h pièce de théâtre, entrée libre, « Avant, j'étais un homme » (Compagnie du mot de la faim) puis discussion.

www.NPA2009.org « Sortir du nucléaire en moins de 10 ans : oui c'est possible ! »



Commission écologie du NPA33

A propos du Centre technique d'enfouissement d'Audenge...

Cestas, Canéjan et Saint Jean d'Illac doivent verser 622 776 € pour la réhabilitation du Centre d'Enfouissement Technique d'Audenge. La société Péna de Saint Jean d'Illac finira-t-elle comme la société EDISIT qui exploitait le CET d'Audenge ?

Durant quelques années, le Centre d'Enfouissement d'Audenge a reçu les déchets ménagers issus de la collecte sur plusieurs communes dont Cestas, Canéjan et Saint Jean d'Illac. Ce CET bénéficiait d'une autorisation par arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2006, son exploitation devait durer jusqu'au 27 février 2015.

La société EDISIT qui exploitait ce site et qui bénéficiait d'un bail avec la commune d'Audenge jusqu'à cette date a quitté les lieux sans préavis. Le Tribunal de Commerce de Bordeaux a constaté l'état de cessation de paiement de cette société et a ouvert une procédure de liquidation par jugement en date du 28 janvier 2009.

A la suite de cet abandon d'activité, sans remise en état, des graves atteintes au Code de l'Environnement ont été constatées, des mesures d'urgence ont été mises en place et un plan de réhabilitation a été validé par l'Etat en date du 27 janvier 2011.

Les collectivités paient sur 8 ans à compter de l'année 2012 : 61 639 € par an pour Cestas-Canéjan, 16 209 € par an pour Saint Jean d'Illac. Seule la commune d'Audenge paie sa lourde part de 6 600 000 € sur 30 ans : 220 000 € par an !

Ce bilan catastrophique, financièrement mais aussi écologiquement, nous incite à surveiller de près les activités de la société Péna Environnement à Saint Jean d'Illac (avenue de Pierroton) : déchetterie, déblaiement débarras, collecte, recyclage et valorisation de déchets industriels, ménagers et assimilés (déchets non-dangereux, déchets dangereux, déchets organiques, produits métalliques).

Extrait du bulletin NPA Cestas

Cenon : Le changement... dans la continuité !

La municipalité de Cenon vient de décider l'embauche de 16 emplois d'avenir, en CDD sur une durée maximum de 3 ans, sans garantie d'embauche en fin de contrat. Cette annonce, faite au conseil municipal du 6 février, prétend donner à des jeunes demandeurs d'emploi une chance de s'insérer dans le monde du travail, une « mise du pied à l'étrier » en quelque sorte... compatible avec les besoins de la commune. La mairie de Cenon, comme le déclarait un de ses adjoints dans un tract du parti socialiste local, soutient les efforts du gouvernement ! Et pour que les jeunes mesurent bien leur chance, la signature aura lieu publiquement en grande pompe, le samedi 2 mars, avec la Ministre Delaunay et le Préfet de région !

Les élus locaux, PS et EELV, n'ont pas tari d'éloges sur cette énième mouture de contrats aidés que le gouvernement, dans

« Le pied à l'étrier »

À propos des nouveaux emplois jeunes mis en place par le gouvernement, il est fréquent d'entendre dans les conseils municipaux dans la bouche des maires l'expression imagée « *ça leur mettra le pied à l'étrier* » en toute bonne foi.

Moi qui ai longtemps fréquenté les ANPE puis les Pôles Emploi, qui avais l'indécence d'être encore sur le marché de l'emploi à un âge avancé, je l'ai entendue maintes fois et ne la supporte plus. Le pied à l'étrier ça suffit, maintenant je veux un cheval, un emploi quoi !

C'est humiliant : comme si on ne pouvait pas retravailler immédiatement, qu'il fallait nous en redonner l'habitude. Cette expression donne bonne conscience aux employeurs qui se targuent de créer des emplois qui ne leur coûtent pas cher (l'État finance 75% du salaire brut).

Employeurs de la Fonction publique, quand vous offrez des contrats aidés (des CDD d'un an renouvelables 2 fois) aux jeunes ou aux handicapés de votre commune, c'est comme quand vous donnez vos vieux vêtements aux pauvres, vous ça vous fait plaisir parce qu'en vous débarrassant vous faites un geste pour la société mais nous les pauvres, qui devons mériter vos vieux CDD pourris dans les secteurs « d'activité d'avenir » (service à la personne, entretien des jardins, animateur sportif) on n'en peut plus ! Ce ne sont pas ces petits pansements qui vont soigner le chômage des jeunes qui ont depuis longtemps les pieds dans les étriers.

Cesser de se moquer de nos jeunes, leur offrir de vrais emplois, pérennes et rémunérés au-delà du SMIC, serait un premier pas vers le respect que leur doit la société.

Martine Pont

la continuité de tous les précédents depuis 1977, présente comme un tremplin pour les jeunes vers l'emploi. Le PC a déclaré que ces emplois n'étaient pas sa tasse de thé, mais les a votés... solidarité municipale oblige !

Le discours n'est pas original. Et la logique est la même : des contrats au rabais, dérogoires au droit travail, qui habituent et maintiennent la jeunesse dans la précarité.

Le NPA a dénoncé et voté contre ces contrats avant tout destinés à faire baisser les chiffres du chômage et à fournir une main d'œuvre à bas coût au patronat et aux collectivités qui bénéficient d'une prise en charge par l'Etat qui peut aller jusqu'à 75 % du salaire au niveau du SMIC. Dans les collectivités, qui comptent aujourd'hui plus de 800 000 agents non titulaires, les emplois aidés ont au fil des décennies, remplacé les milliers de postes titulaires, en installant une précarité qui pèse sur les salaires et conditions de travail des agents titulaires.

Dans le meilleur des cas, sortir de ces contrats avec une qualification donnera-t-il l'assurance de trouver plus facilement un travail ? L'expérience prouve que non, car ce ne sont pas les difficultés d'insertion d'une catégorie de jeunes sans diplôme ou sortis prématurément du système scolaire qui posent problème, mais le chômage, qui ne cesse de s'aggraver, les entreprises qui ferment, les services publics soumis aux politiques d'austérité. Offrir un avenir décent aux jeunes, c'est commencer par appliquer le même droit du travail à tous et à toutes ! Le NPA a proposé au Maire de donner des garanties aux 16 jeunes et de les embaucher en CDI sous statut de la Fonction publique.

Christine Héraud, élue municipale à Cenon

Pour le droit de vote des

Reprenant l'appel national des 117 (www.droitdevote2014.Rorg) un comité pour le droit de vote des étrangers aux municipales de 2014 s'est constitué à Bordeaux regroupant partis, syndicats et associations. Le NPA y est présent tout en ayant précisé que nous sommes pour le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections. Mais, qui veut le plus peut le moins !

Ce droit de vote aux municipales était une promesse du PS en 1981, non tenue et reprise par Hollande en 2012. Le but du mouvement qui se met en place est donc de faire « pression » pour que cette fois la promesse se réalise.

La France présentée comme pays des droits de l'homme (qui n'aura accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1944) n'est vraiment pas à la pointe cette fois encore. Le droit de vote (et d'éligibilité) existe déjà en Irlande depuis... 1963 ! et depuis dans beaucoup d'autres pays : Suède, Danemark, Pays-Bas,

En étranglant les collectivités, l'Etat fait payer l'austérité aux populations

Mardi 12 février, au comité des finances locales, les élus locaux ont appris du Ministre du budget une baisse des dotations de l'Etat aux collectivités deux fois plus importante que prévue : au lieu des 750 millions de moins annoncés en 2013 et 2014, ce sera 1,5 milliard d'euros dont les collectivités locales devront se passer les deux prochaines années.

L'annonce est d'autant plus mal acceptée des élus locaux que le gouvernement leur demande de mettre en place en 2013 la réforme de rythmes scolaires, évaluée à 600 millions d'euros, soit environ 150 € par élève.

Les communes, en particulier, vont

devoir faire face à des frais supplémentaires : cantine, ramassage scolaire, recrutement et formation d'animateurs...

En même temps que le gouvernement taille dans le vif des dotations d'Etat, Peillon promet un coup de pouce aux communes qui lanceraient la réforme en 2013, à hauteur de 40 à 90 € par enfant. Bien maigre compensation ! D'autant que cette aide, non pérenne, ne sera versée qu'une fois.

Devant la très grande réticence des communes, des personnels enseignants et des municipaux fortement mobilisés, Peillon mouille la chemise et fait le tour de France pour promotionner sa réforme. Mais d'ores et déjà, de grandes

villes comme Lyon ou Marseille ont pris la décision de reporter à 2014. L'immense majorité des communes - dont les milliers de petites communes rurales qui manquent d'infrastructures et de personnels qualifiés - qui doivent rendre leur décision au 31 mars, semblent vouloir les suivre, comme Paris ou Lille. Seules, 13 % d'entre elles pourraient mettre en place la réforme en 2013.

Cette réforme des rythmes, imposera de fait aux communes de proposer aux familles des activités périscolaires payantes et à terme d'augmenter les taux d'imposition. Une autre manière de faire payer la crise et l'austérité aux populations !

C. H.

Communauté Cestas-Canéjan-Saint Jean d'Ilac Représentation proportionnelle et parité bafouées

Le conseil de la nouvelle communauté Jalle-Eau Bourde est composé de 12 délégués de Cestas, 7 délégués de Saint Jean d'Ilac et 6 délégués de Canéjan.

Le conseil municipal de Cestas s'est réuni le 20 décembre pour désigner ses 12 délégués. Le conseiller NPA, Guy Lafon, a demandé que ces désignations

soient faites en fonction des résultats de l'élection municipale en appliquant la proportionnelle intégrale. Le maire, Pierre Ducout, a rejeté cette demande et a proposé 12 noms faisant tous partie de sa liste : 10 PS et 2 PCF, 9 hommes et 3 femmes. Dans ces conditions, le conseiller NPA a décidé de ne pas participer au vote.

Dernière élection municipale à Cestas : 13 422 inscrits, 9 144 votants, 8 899 suffrages exprimés, 7 106 voix pour la liste PS-PCF (79,85%), 1 156 voix pour la liste UMP (12,99%), 637 voix pour la liste NPA (7,16%). L'application de la proportionnelle intégrale désignerait 10 délégués PS-PCF, 1 délégué UMP, 1 délégué NPA.

Avec 79,85% des suffrages exprimés (77,71% des votants et 52,94% des inscrits), la liste PS-PCF a obtenu 100% des 12 délégués qui représentent Cestas à la communauté Jalle-Eau Bourde !

étrangers en 2014... (enfin ?)

Espagne, Portugal, Hongrie, etc.

Depuis 1992, tous les citoyens de l'UE peuvent voter aux élections municipales. Reste à accorder ce même droit élémentaire aux 2 à 3 millions d'extracommunautaires dont environ 34 000 en Gironde.

Concrètement, il faut une révision de la Constitution qui passe par le vote d'une majorité des trois cinquièmes du Parlement en congrès regroupant députés et sénateurs. Cela suppose toutes les voix des élu(e)s de gauche et au moins celles de 32 autres parlementaires du centre et de droite.

Un meeting aura lieu dans la grande salle de l'Athénée municipal de Bordeaux le vendredi 22 Mars à 20 h. D'ici là, les élu(e)s (députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux) vont être interpellés et des motions seront présentées au vote dans des conseils municipaux. Et bien sûr, une campagne de diffusion de tracts et d'affichage aura lieu pour annoncer le meeting. Toutes les bonnes volontés militantes sont donc les bienvenues pour cette campagne unitaire en faveur d'une mesure démocratique élémentaire.

J.R.

Où sont les femmes ?

Le 7 janvier, le premier conseil communautaire a désigné son président, Pierre Ducout, et 5 vice-présidents, 1 pour Cestas, 2 pour Canéjan (dont le maire), 2 pour Saint Jean d'Ilac (dont le maire), que des hommes !

Il en est de la parité hommes/femmes comme de la représentation proportionnelle intégrale !

Extrait du bulletin NPA Cestas

Oser l'anti sexisme à Sciences-Po

Le 21 mars, des enseignantEs de Sciences Po Bordeaux ont dénoncé la création du compte Facebook : « *Osez le masculin à Sciences Po Bordeaux* » où on pouvait lire par exemple : « *La parité enferme l'homme dans sa condition sexuelle et le réduit à un pénis. Pourquoi devrions-nous céder notre place sous prétexte d'être nés avec un troisième membre ?* ». Sa création réagissait aux activités d'A-Bord, association étudiante de réflexion sur le genre créée en septembre 2012 à l'IEP (Institut d'Études Politiques) Bordeaux.

La page a été fermée le jour même. Le lendemain « *Osez le Masculisme* » est créé, sans faire explicitement référence à l'IEP, mais redouble de violence dans ses propos. La page est signalée à la direction de l'IEP, et est fermée par Facebook 3 jours après. Ces événements ont été dénoncés publiquement par le Collectif Féministe Bordelais contre les Violences Sexistes dans l'Enseignement Supérieur, créé sur le campus de Bordeaux, soutenu par plusieurs enseignantEs de l'IEP, SUD-Étudiant et l'UNEF IEP Bordeaux.

Depuis, la polémique fait rage : l'IEP Bordeaux, pointé du doigt par de nombreux médias, tient à son image et a porté plainte pour diffamation contre un Collectif perçu comme une menace car ses propos mettent en lumière une

domination sexiste que beaucoup refusent de voir.

Les exemples de sexisme dans le milieu universitaire sont nombreux. Les soirées étudiantes des grandes écoles sont des moments de pratiques de bizutage particulièrement sexistes et homophobes



auxquels, sous le coup de la pression sociale, beaucoup d'étudiantEs peuvent céder. Ces événements structurent la scolarité, fabriquent et reproduisent les groupes.

Le sexisme n'est cependant pas le seul fait des étudiantEs (à l'IEP, sur 20 postes de professeurs des universités, un seul est occupé par une femme), il constitue un ensemble de pratiques et de comportements imposés au quotidien. Il est

porteur d'une violence qui n'est pas que symbolique et ses conséquences sont régulièrement dramatiques. Il permet également d'asseoir, de maintenir et de reproduire des rapports de domination. Mais, dans un établissement comme l'IEP, questionner la reproduction des dominations dérange. Les filles sont plus nombreuses que les garçons sur les bancs des amphis, et sont les premières à rire aux blagues sexistes... Alors l'IEP ne veut pas entendre parler de rapports de domination qu'il ne saurait voir.

Ces pages Facebook, insultantes et agressives, visaient à discréditer toute tentative de critique du sexisme ordinaire à l'IEP. Or l'humour, tout en dédouanant son auteur de toute mauvaise intention, est le principal moyen de reproduction des stéréotypes. Sa violence repose sur la cohésion d'un groupe qui se soude autour de la moquerie, isolant les moquéEs, renvoyéEs à leur statut de « premierdegréistes », incapables de saisir l'absurdité de leur lutte et l'inefficacité de leurs moyens d'action.

L'affaire du sexisme à l'IEP reflète le problème du sexisme dans les grandes écoles, se targuant d'être à la pointe de la réflexion sur les thèmes de société...

CorrespondantEs, membres de l'IEP

Rififi dans le Front de Gauche régional

L'affaire a été révélée par *Sud Ouest* : Boulanger, tête de liste que s'était choisi le Front de gauche aux Régionales en Aquitaine, a décidé de planter là le PCF et de faire son propre groupe avec le Vert Du Fau de Lamothe. Associés à un élu PG de Dordogne, ils laissent donc l'élu PCF des Landes et la nouvelle élue FdG des Pyrénées Atlantiques (suite à la démission d'une élue PS devenue députée) : ces deux derniers se retrouvent sans groupe -puisque'il faut être trois pour en constituer un-... et sans les moyens qui y sont liés (attaché, secrétaire, bureaux, matériel et possibilité d'expression...)

Les raisons politiques de la rupture ? « *Tous deux membres de professions libérales, ils tiennent à conserver une marge de manœuvre personnelle* » nous confie *Sud Ouest* à propos de Boulanger et de son nouvel acolyte. On n'en apprendra pas davantage dans

l'interview accordée le 16 février au même journal par Isabelle Larrouy, nouvelle élue du 64, ... ni même dans l'article des *Nouvelles* du 7 février, journal du PCF33, qui dénonce la « *manœuvre politicienne* ».

L'épisode n'est pas sans rappeler, pour ceux qui ont eu l'occasion d'en être spectateur, les négociations au sein du Front de gauche lors des dernières régionales : rivalités d'appareils et d'« égos » y étaient bien plus nettes que les divergences politiques... Et depuis leur élection, aucun des élus de feu le groupe FdG ne s'est singularisé par son indépendance, tous votant sagement les budgets de Rousset...

Comme dit Isabelle Larrouy : tout cela « *donne une mauvaise image de la politique* ». D'une certaine politique, certes !

I.U.

Lur Berri : coopérative capitaliste

Sur son site, Lur Berri se présente comme un « groupe coopératif », mais le scandale de sa filiale Spanghero montre que la coopérative n'a rien à envier aux multinationales en terme de mépris des consommateurs, des salariés, de l'environnement, et des plus de 5000 agriculteurs travaillant pour elle.

Quelques filiales et partenariats de Lur Berri

Lur Berri a mis en place des partenariats pour distribuer-imposer à ses adhérents les produits de Pioneer (filiale de Dupont de Nemours, n°1 mondial des semences de maïs, spécialiste de la génétique agricole), les engrais et produits phytomédicamenteux d'AgriDis, et pour vendre les légumes à Pinguin-Lutosa (n°2 européen du légume surgelé).

La coopérative possède directement ArcaDie (1300 salariés de l'abattage), Labeyrie (foie gras, saumon, plats cuisinés), Lur Berri Carburants (distribution de fioul). Il a monté une joint-venture pour contrôler Mr Bricolage (527 magasins). Il possède 15 des 830 magasins franchisés Gamm Vert. Et bien sûr, il est actionnaire à 99% de Spanghero.

D'ailleurs, les critiques les plus claires du groupe viennent de ses salariés et d'anciens adhérents : ils ont vu peu à peu la coopérative agricole se lancer dans la course à la mondialisation et aux profits, par la multiplication des rachats,

des filialisations, des partenariats (voir encart). Cette politique a eu des résultats impressionnants : le chiffre d'affaires a augmenté de 85 %, passant de 610 millions d'euros en 2011 à 1,12 milliard en 2012 ; et les bénéfices bruts d'exploitation (avant impôts et taxes) ont quadruplé, de 21,8 à 86,1 millions !

De quoi satisfaire les financiers à la tête du groupe... et beaucoup moins les paysans. Plusieurs d'entre eux expliquent qu'avec cette politique, les dirigeants ont dépossédé peu à peu les adhérents de tout pouvoir : les enjeux étaient présentés comme trop énormes, complexes... il fallait laisser la gestion à des spécialistes de la finance et du commerce. C'est cette évolution qu'a incarné Barthélémy Aguerre, notable local UDF puis Modem, patron de Spanghero, dirigeant de Lur Berri depuis 1980. Plusieurs militants syndicaux du groupe racontent la guerre sociale qu'il a menée, contre les salariés dont plus de la moitié gagnent moins de 1300 € nets, et aussi contre les adhérents qui mènent une bataille juridique depuis treize ans pour obtenir le versement d'une participation de 6000 €. 70 agriculteurs du syndicat agricole basque ELB ont manifesté récemment devant le siège de Lur Berri. Ils accu-

saient à juste titre Aguerre : « il se sert des ouvriers de Castelnaudary comme boucliers humains afin de protéger les responsables de ces choix stratégiques ». Et ça a payé visiblement, puisque l'Etat préfère permettre à cette société de continuer sa production, au lieu de prendre ses responsabilités pour sauver les emplois. Ils dénonçaient aussi « le modèle Lur Berri qui, en faisant des achats à l'extérieur, met la pression sur les producteurs locaux et conduit à une tromperie pour le consommateur ». Le résultat est que la coopérative qui devait servir les intérêts des paysans participe de façon majeure à la baisse de leur revenu et des prix de production.

Reste que paraît bien illusoire leur revendication d'un « retour aux missions d'origine » de la coopérative. Ce nouveau scandale de la filiale alimentaire montre que le cadre coopératif, pris dans la logique du marché, ne suffit pas à instaurer une production respectueuse des travailleurs agricoles et salariés, des consommateurs, et de l'environnement. On voit difficilement une issue, en dehors d'un contrôle démocratique de la production et de la distribution par les producteurs et consommateurs.

François Minvielle



La parole à...

Lormont : Non aux augmentations de loyer et de parking !

Les habitants de Lormont Saint-Hilaire et des résidences des alentours sont en colère. Domofrance et la mairie leur avaient promis une requalification du quartier. Mais le bailleur en a profité pour imposer sans aucune concertation préalable des places de parking moins nombreuses, payantes (25 € par mois dans les garages souterrains et 15 € pour les aériennes, hors taxes) et des hausses de loyer en rapport avec la réhabilitation qui s'ajouteraient à l'augmentation annuelle. Par exemple, un appartement avec un loyer de 280 € par mois en 2012 pourrait être loué 324 € par mois en 2017, soit une hausse de 16 % sur 5 ans !

Domofrance prétend avoir consulté les locataires par un questionnaire auquel 34 % seulement des locataires ont répondu, et a considéré que ceux qui ne s'étaient pas prononcés étaient pour ces mesures !

Les habitants, avec la CNL de Saint-Hilaire, ont lancé une pétition. Ils dénoncent ces hausses particulièrement injustes pour des habitants aux faibles revenus, et continueront à se faire entendre du bailleur et de la mairie.

La CNL de Lormont Gécicart

Django Unchained

de Quentin Tarantino

L'histoire se passe dans les États esclavagistes du Sud des USA, deux années avant le début de la Guerre de sécession. Un chasseur de prime achète et émancipe Django, un jeune esclave dont il a besoin pour capturer, plutôt mortes que vives, trois de ses proies. Commence alors une collaboration entre les deux hommes, le premier poursuivant ses chasses à l'homme, l'autre recherchant sa compagne dont il a été séparé en représailles d'une tentative de fuite.

C'est sous la forme d'un « western spaghetti », avec sa forte dose d'hémoglobine et d'explosions spectaculaires, mais aussi ses scènes d'humour, que Tarantino a choisi de dénoncer et d'illustrer la sinistre et incroyable brutalité de cette société esclavagiste de la fin du 19^{ème} siècle. Il éclaire (à la dynamite...) les sinistres conditions de vie, il faudrait dire de mort, qui ont été faites à ces hommes et à ces femmes, parce qu'ils étaient noirs, parce qu'ils étaient esclaves. Il éclaire les structures profondes de cette société où les riches planteurs propriétaires font faire le sale boulot par des brutes arriérées et leurs chiens dressés à la chasse au nègre. Où ces maîtres très distingués

peuvent passer leurs soirées à organiser, entre amis et dans leur salon, le verre à la main, des combats entre esclaves d'origine mandingue, avec droit de vie et de mort sur le perdant. On voit aussi comment des esclaves eux-mêmes peuvent trouver place dans la hiérarchie de cette domination, se faire les complices de leurs maîtres et les pires ennemis de leur frères...

Dans sa tournée de présentation du film, Tarantino explique qu'il a voulu mettre le nez de ses congénères sur ce qu'il appelle le « second génocide » perpétré par les États-Unis. Second en importance, mais premier en date, précédant de quelques années seulement celui qui commencera après la guerre de sécession : l'extermination des Indiens d'Amérique du Nord, conséquence de la Conquête de l'Ouest. Mission accomplie !

D.M.

« La classe ouvrière, c'est pas du cinéma »

au cinéma Utopia à Bordeaux

Organisées pour la 10^{ème} fois en partenariat avec Espaces Marx du 26 février au 3 mars prochain, à Bordeaux, mais aussi Langon, Libourne et Cadillac, ces rencontres ont pour thème cette année « Sans foi sur le métier ? Mutations et résistances ».

Ouvertes par la soirée « Bowling » (voir page 7) sur la santé, elles consacreront la journée du 27 février aux transports et luttes syndicales (en particulier avec des films sur les cheminots), le 28 au combat judiciaire dans les luttes syndicales, le vendredi 1^{er} mars aux métiers de l'enseignement, le 2 à l'agriculture en mutation et enfin, dimanche 3 mars au Chili, « mémoire des luttes populaires » avec la présence de notre camarade Franck Gaudicheaud, qui a écrit sur les luttes durant l'Unité populaire d'Allende.

Monica Casanova

